

unité départementale du Morbihan
34, rue Jules Legrand
56100 LORIENT

LORIENT, le 13/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/02/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BEGAWATTS SAS
7 RUE SAINT CONWOION
35600 Redon

Références : XB/FD/2023-64
Code AIOT : 0005517832

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/02/2023 du parc éolien exploité par la société BEGAWATTS SAS implanté sur la commune de Béganne (56350). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'exploitant a sollicité, par courrier reçu le 07 mars 2022, la possibilité d'expérimenter le dispositif de bridage dynamique « Probat » de la société Sens Of Life.

La mise en œuvre de ce dispositif a été autorisée par arrêté préfectoral complémentaire du 02 juin 2022 sous réserve qu'un suivi mortalité conforme au protocole de février 2018 soit réalisé par un bureau d'étude indépendant, en vue de s'assurer de la préservation minimale de 90 % de l'activité des chiroptères.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BEGAWATTS SAS
- 56350 Béganne
- Code AIOT : 0005517832
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

4 éoliennes de type "SEVION MM 92", puissance unitaire de 2 MW, avec les éoliennes E1 et E3 équipées de « track bat » pour réguler le fonctionnement des quatre éoliennes constituant le parc.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Modalités de suivi de l'expérimentation.	AP Complémentaire du 02/06/2022, article 6	/	Prescriptions complémentaires	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Liste des installations concernées par une rubrique de-la-nomenclat...	AP Complémentaire du 02/06/2022, article 3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dès lors que le suivi de mortalité réalisé sous les éoliennes E2 et E4 ne peut être jugé pertinent et conforme au protocole 2018, il est indispensable de retenir les propositions du bureau d'étude d'équiper aussi les éoliennes E2 et E4 de trackbat.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des installations concernées par une rubrique de-la-nomenclat...

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/06/2022, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, caractéristiques du parc
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 4 éoliennes de type "SEVION MM 92" Puissance unitaire : 2 MW Hauteur totale : 144,89 mètres Hauteur du mât + nacelle : 98,7 mètres Puissance totale du parc : 8 MW
Constats : Les éoliennes E1 et E3 sont équipées de « track bat » et permettent de réguler le fonctionnement des quatre éoliennes constituant le parc, dans l'objectif d'atteindre une préservation minimale de 90 % de l'activité des chiroptères.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Modalités de suivi de l'expérimentation.

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/06/2022, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Biodiversité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant fera réaliser un suivi de l'impact environnemental du parc éolien de Béganne sur les chiroptères et les oiseaux sur l'année 2022, afin de juger de la pertinence du choix de la solution du bridage dynamique. Les deux rapports distincts, l'un faisant état du fonctionnement du dispositif de bridage dynamique et l'autre portant sur le suivi environnemental, devront être produits au plus tard le 1er mars 2023. Il devra conclure sur l'absence d'impact, l'efficacité de la solution de bridage dynamique et préconiser les solutions à mettre en œuvre pour l'année 2023. Il devra apporter la justification du nombre de trackers mis en œuvre en fonction de la configuration spatiale du parc.
Constats : L'arrêté prévoyait deux rapports distincts : - l'un par Sens of Life dans l'objectif de juger du fonctionnement du dispositif : ce rapport n'est pas remis avant le 01/03/2023 ; - l'autre par un bureau d'étude indépendant afin de juger de la pertinence du choix de la solution du bridage dynamique : ce rapport atteste que le dispositif ProBat peut être considéré comme efficace sur les éoliennes E1 et E3, mais que l'efficacité du dispositif ProBat ne peut pas être connue avec certitude pour les éoliennes E2 et E4, dès lors que l'on tient compte des surfaces prospectables sous ces éoliennes, respectivement 14,5 % et 32,5 %, et ce même si aucun cadavre de chiroptère n'a été découvert sous ces éoliennes. Dès lors, le suivi de mortalité ne peut être jugé pertinent et conforme au protocole 2018. Il est donc indispensable de retenir les propositions du bureau d'étude d'équiper aussi les éoliennes E2 et E4 de trackbat.
Observations : S'il n'est pas retenu de renouveler un suivi conforme au protocole 2018 avant la période des 10 ans réglementaires, il devra être mis en place un suivi "très réactif" sur un mois ou deux, par exemple : mi-août à mi-octobre. Ce suivi ne viserait qu'à s'assurer de l'efficacité des mesures de bridage, il s'agirait donc d'une mesure de contrôle de l'efficacité de la mesure de réduction. Pour que ce suivi "très réactif" hors protocole 2018 soit possible il convient que le bureau d'étude le réalisant puisse disposer de la donnée d'activité chiroptère en altitude, donnée issue du trackbat, en "temps réel", avec pour objectif de cibler les sorties de prospection sur les jours de fortes activités.
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires
Proposition de délais : 15 jours